

DISCRIMINATIONS INTERSECTIONNELLES

« Le psychotraumatisme n'est pas une question individuelle »

Melanie Czarnik

Au grand-duché, la discrimination à l'encontre des personnes LGBTIQA+ est en hausse, notamment là où plusieurs facteurs d'inégalités se croisent. La psychologue sociale Nada Negraoui met l'accent particulièrement sur les expériences des personnes queers racisées.

En juillet dernier, la psychologue sociale et psychothérapeute Nada Negraoui a présenté le tout premier rapport du Luxembourg Institute for LGBTIQA+ Inclusion (Lili), une étude inédite consacrée aux discriminations vécues par les personnes LGBTIQA+ au grand-duché. Analysant les réponses de plus de 300 participant·es, les résultats mettent en évidence un lien étroit entre l'orientation sexuelle et les discriminations liées à l'identité de genre, à la santé mentale ainsi qu'à d'autres facteurs de vulnérabilité, tels qu'un handicap, la classe sociale ou encore la racisation.

woxx : Vous vous intéressez depuis longtemps aux mécanismes de la discrimination, en particulier sous la perspective de la psychologie sociale. D'où vient cet intérêt ?

Nada Negraoui : Je pense que le point de départ a été les premiers cours en psychologie sociale, notamment en lien avec les questions d'immigration, des thématiques qui faisaient aussi écho à mon histoire personnelle et familiale. C'est le caractère structural de la discrimination et son aspect presque universel qui m'ont très vite fascinée. Ces mécanismes sont relativement bien documentés et, pourtant, jusqu'à mon arrivée en quatrième année de psychologie à l'université, ils n'ont jamais été mentionnés. Je trouve cela choquant, parce qu'on fonctionne en permanence avec notre cerveau et notre corps, mais on a très peu d'informations sur nos propres mécanismes.

Comment explique-t-on ces mécanismes ?

L'être humain est un enchevêtrement de niveaux. Il y a le niveau de l'acquis cognitif ou neuropsychologique, avec tous les mécanismes de biais cognitifs.

Ces biais prennent des formes différentes selon le « bain », donc l'environnement social, dans lequel on a grandi. Or, l'environnement social se compose lui-même d'une multitude d'environnements : la famille, les amis, les collègues... Tout cela influence la construction de l'individu. Qu'est-ce que l'identité, finalement ? Comment l'être humain se définit-il ? Nous nous lions très rapidement à un groupe. Ce sont des questions auxquelles on ne peut pas répondre depuis une seule perspective. On est obligé de regarder depuis plusieurs endroits. Il y a donc le niveau individuel – celui qu'étudient la neuropsychologie et la psychosomatique, qui analyse l'influence de la psychologie sur le corps, parfois jusqu'à l'apparition de maladies – et, autour du corps, il y a le champ social.

Pourquoi ces mécanismes ont-ils mis si longtemps à être reconnus et intégrés scientifiquement ?

Comme il s'agit d'angles morts, la science n'a longtemps pas pu percevoir son propre biais. Ce n'est que grâce aux avancées scientifiques, notamment à l'imagerie cérébrale dans les années 1970, qu'on a pu avoir une assise scientifique plus solide. Alors qu'il existait des hypothèses auparavant, ces avancées ont permis de les confirmer. Il y a aussi un décalage générationnel : aujourd'hui, les générations plus jeunes veulent une nouvelle manière d'apprendre, elles ont un rapport différent à l'autorité. Les générations précédentes n'ont pas eu accès à ces savoirs et elles peuvent ressentir de la peur, parce que cela implique des changements.

Que révèlent, selon vous, les résultats du rapport du Lili sur l'ampleur des discriminations vécues par les personnes LGBTIQA+ ?

Le projet a démarré avec le centre Cigale, un espace fréquenté par beaucoup de personnes pour des raisons très différentes. Le Lili a traduit les constats faits au Cigale en données statistiques pour leur donner plus de poids. Ce qui était marquant, c'était que l'identité LGBTIQA+, quelle qu'elle

soit, est surexposée à un risque de discrimination. On observe aussi un risque accru dans les espaces publics et institutionnels. C'est quelque chose de très invisible et qui n'est pas ressorti auparavant. Souvent, les luttes contre ces discriminations se concentrent sur les comportements. Mais qu'en est-il des espaces publics et des institutions, là où l'État est représenté, là où l'état de droit est censé protéger tous les citoyens, quels que soient leur origine, leur orientation, leur genre ? Le Luxembourg a une vitrine où le progrès est mis en avant, et il promeut des avancées publiques. Or, si l'on regarde les données, celles-ci montrent une absence de confiance et une peur de la visibilité des espaces publics très marquées. Et on y retrouve aussi une invisibilisation structurelle de certains publics, relégués dans des angles morts. C'est là que les questions intersectionnelles apparaissent.

Justement, sur la question de l'intersectionnalité : pouvez-vous expliquer brièvement ce que c'est et pourquoi c'est important de la prendre en compte ?

Considérer l'intersectionnalité signifie multiplier les prises de vue. Je reviens à la question des angles morts. Si l'on veut photographier un objet, il faut le photographier sous plusieurs angles pour en avoir une vision complète. L'intersection consiste à examiner les différents facteurs sociaux et environnementaux qui influencent l'exposition à la discrimination. Le handicap est un facteur de surexposition bien documenté, tout comme l'origine migratoire. La localisation, à savoir les zones rurales ou urbaines, joue un rôle aussi. On a tendance à concentrer les ressources dans les centres-villes, où il y a plusieurs centres LGBTIQA+, alors que dans les zones rurales, où il y aurait aussi besoin d'investissements, surtout pour la jeunesse, des vides existent.

Vous avez reçu 301 réponses pour le rapport, dont 22 % de personnes ayant une nationalité africaine. Pourquoi cette répartition ne correspond-elle pas à celle des nationalités au Luxembourg ?

« Souvent, les luttes contre ces discriminations se concentrent sur les comportements. Mais qu'en est-il des espaces publics et des institutions, là où l'État est représenté, là où l'état de droit est censé protéger tous les citoyens ? »

La psychologue sociale Nada Negraoui a réalisé la première étude sur les discriminations vécues par les personnes LGBTIQA+ au Luxembourg.



PHOTO : @MRSAMFORM

Au Cigale, nous avons plusieurs communautés, dont des personnes queers réfugiées. Je travaille beaucoup sur ces questions, d'autant plus que je fais aussi des consultations cliniques et psychothérapeutiques. Il y a des personnes qui viennent pour être soutenues par les travailleurs sociaux ou les juristes dans leurs démarches administratives, notamment pour les demandes de protection internationale. Il y a aussi une dimension psychologique et traumatique liée à la migration, à l'exil et au fait d'avoir une identité LGBTIQA+ dans des pays où cela peut conduire à la mort. Comme le questionnaire était libre et ouvert, certaines communautés se sont particulièrement mobilisées. Cela explique cette surreprésentation, qui est d'autant plus intéressante qu'il s'agit de publics généralement invisibilisés dans les enquêtes générales.

Cette surreprésentation éclaire-t-elle les discriminations institutionnelles observées ?

Oui, tout à fait. Il existe d'ailleurs plusieurs jurisprudences de la Cour européenne des droits de l'homme qui ont invalidé des décisions de non-protection ou de non-prise de plainte en raison de situations intersectionnelles. Par exemple, pour une femme noire, lesbienne et cumulant plusieurs statuts discriminés. On observe un décalage entre les normes prônées par l'Union européenne et ce qui est effectivement mis en place. Si l'on regarde, par exemple, le fonctionnement de la police à travers des enquêtes sociologiques, on voit que c'est un espace particulier, qui a besoin de sensibilisation, de formation et d'accompagnement. Les dispositifs ne partent pas toujours des réalités des professionnels. C'est la même chose dans l'enseignement : aborder ces sujets sans former les équipes présentes sur place, sans travailler sur les résistances conduit souvent à l'échec des projets.

Quelles sont les conséquences concrètes de ces dysfonctionnements pour les personnes concernées ?

Beaucoup de personnes n'ont pas de réseau. Ceci est particulièrement le cas pour les personnes les plus précarisées. Quand on se retrouve dans la pauvreté, le système judiciaire n'est souvent pas perçu comme une ressource accessible. Les travailleurs sociaux font un travail remarquable, notamment en tissant des réseaux avec des avocats « safe ». Le parcours de la protection internationale est particulièrement pervers. Il fonctionne comme un théâtre où l'on demande aux personnes de prouver qu'elles ont le plus souffert, de prouver leur homosexualité ou leur transidentité. Or, ce sont des personnes qui, dans leur pays, ont souvent été persécutées et ont dû se cacher. De plus, l'homosexualité ne se vit pas de la même manière partout. Pourtant, on plaque des normes occidentales selon des clichés très stéréotypés, ce que l'on appelle « l'homonationalisme » : « Montre-nous comment tu es gay. » Cela se fait au détriment de la santé mentale, de la culture et des identités des personnes.

Est-ce que ce sont des situations fréquentes au Luxembourg ?

La majorité des situations que nous rencontrons au Cigale ressemblent à cela. Avec, en plus, le risque que la première demande soit refusée, ce qui les oblige à déposer un recours. Pendant ce temps, les personnes ne peuvent pas travailler et sont hébergées dans des foyers collectifs parfois inadaptés, par exemple des hommes gays logés uniquement avec d'autres hommes, sans espaces réellement protégés.

Y a-t-il des risques spécifiques pour les personnes LGBTIQA+ dans les structures d'accueil pour les demandeur-euses d'asile ?

C'est justement le travail du Cigale et d'autres associations de faire remonter ces situations. Des personnes venaient nous parler des violences subies dans les foyers. Beaucoup disent être venues au Luxembourg parce qu'il n'y a pas ici de grande communauté de leurs pays d'origine, pensant ainsi être moins exposées. Elles ont peur d'être reconnues, prises en photo, que des

informations soient transmises à leurs familles restées au pays. C'est particulièrement vrai pour les personnes transgenres qui cherchent à éviter toute exposition. Dans les foyers, il y a des couvre-feux, une obligation de sortir la journée. Les personnes vivent presque comme des prisonniers. Le Cigale offre un espace d'accueil quotidien, un lieu où se poser, se doucher, cuisiner. Beaucoup viennent y chercher une forme de famille. Mais pour faire remonter ces réalités, il faut à la fois des témoignages et des chiffres. En l'absence même d'une politique d'accueil plus humaine, penser une approche fine et intersectionnelle devient encore plus difficile.

Que faudrait-il pour améliorer les politiques d'accueil ?

Le Luxembourg, comme beaucoup d'autres pays aujourd'hui, est plutôt fermé à l'idée d'accueillir. Ça fait peur. La question est alors : comment est-ce qu'on diminue cette peur ? Pour cela, il faut d'abord sortir les personnes du mode de survie. Or, on observe une augmentation de la pauvreté, des personnes qui peinent à payer leur loyer. Il faut clairement remettre la question de la classe sociale sur la table, parce que tout est lié. La précarité empêche toute disponibilité mentale et alimente les peurs. Améliorer les conditions matérielles est indispensable. Et ce qui me semble important aussi, ce sont des espaces de médiation. Souvent, on est face à un enchevêtrement de petits mondes qui ne se connaissent pas très bien. Quand ils entrent en contact sans

médiation, cela peut créer des tensions. C'est aussi le rôle de l'État de réfléchir à l'endroit où intervenir, quels dispositifs mettre en place, notamment dans les écoles ou dans la formation des différents professionnels, pour remonter le plus haut possible à la racine du problème.

En quoi la question du psycho-traumatisme est-elle centrale pour comprendre les effets des discriminations ?

Pour beaucoup, les violences que les personnes ont vécues parce qu'elles étaient homosexuelles, parce qu'elles étaient trans, ou simplement parce qu'elles ne correspondaient pas à une norme sont des violences familiales – parfois terribles et traumatiques, des violences physiques et psychologiques. Ensuite, s'y ajoutent souvent les interactions que ces personnes peuvent avoir dans la société avec d'autres personnes ou des institutions, qui peuvent réactiver ces traumatismes à travers le mépris ressenti. Ce sont des personnes en hypervigilance. Elles repèrent très vite les discriminations dont elles sont victimes. Là, la responsabilité politique est très grande : il faut absolument ne pas refaire souffrir. C'est pour cela que la question fondamentale est de savoir comment politiser le psycho-traumatisme, parce que ce n'est pas une question individuelle. Il y a des personnes qui portent sur leurs épaules des souffrances terribles, alors qu'on pourrait apporter une solidarité collective pour les alléger.